

Sauvegarde du pouvoir d'achat déléguée à la GMS

En France, la sauvegarde du pouvoir d'achat est depuis longtemps confiée par le gouvernement à la grande distribution. Le prix de la viande, du lait ou des œufs est ainsi loin de suivre la volatilité des matières premières agricoles. On connaît la suite, des éleveurs qui servent de variable d'ajustement et une profession qui peine à se renouveler, alors qu'elle est en proie à de vives attaques de la part des consommateurs. Et le cercle devient vicieux, avec des contraintes de plus en plus fortes dans les cahiers des charges (bien-être animal, nourriture sans OGM, label bas carbone, etc.) qui peuvent être considérées comme légitimes mais qui ont un prix que l'éleveur doit pouvoir répercuter.